

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°365 - 3 au 16 septembre 1982

18^e ANNÉE - 3 F

Le Moyen-Orient à la limite de deux époques

L'action conjuguée de l'offensive militaire d'Israël, de l'impérialisme occidental, de l'accord des Etats arabes et la complicité de la Russie a réussi le désarmement et l'expulsion de l'OLP de Beyrouth et du Sud-Liban, ainsi que sa dispersion dans les pays arabes.

Israël entend ainsi désarmer le «problème palestinien» (euphémisme pour désigner la révolte chronique des masses palestiniennes contre l'oppression nationale et sociale qui pèse sur elles) en désarmant la direction politique du mouvement national palestinien et en l'éloignant du Liban, maillon faible des Etats du Moyen-Orient, alors que les autres Etats ont démontré jusqu'ici avoir les moyens nécessaires — si besoin est par la violence — pour mettre au pas ses velléités d'indépendance.

L'impérialisme mondial, qui est le responsable du sauvetage *in extremis* de l'encadrement politico-militaire de l'OLP de la destruction physique, espère ainsi stabiliser le Liban tout en réduisant le risque de radicalisation de la lutte des masses palestiniennes au Moyen-Orient et dans les pays occidentaux.

Quelques Etats arabes (dont les bouchers syrien et jordanien des masses palestiniennes) ont donné leur accord pour «accueillir» les combattants palestiniens, non sans les désarmer des armes légères qu'ils avaient pu apporter avec eux. Ils espèrent se dédouaner ainsi de leur compromission objective avec l'Etat sioniste et se refaire

un virginité après les massacres de Septembre Noir et de la guerre civile au Liban. Mais ils sont surtout intéressés à contrôler au moyen de la direction de l'OLP les masses palestiniennes de la région et garder une influence sur la Résistance.

Mais tous se trompent lourdement. Une telle solution vaut ce que valent toutes les «solutions» policières de la bourgeoisie et de l'impérialisme devant les causes sociales, politiques et historiques profondes de révolte des masses opprimées. Ce faisant, ils ne font que poser le «problème palestinien» à un niveau plus élevé.

En Israël, Cisjordanie et Gaza, la défaite militaire de l'OLP ne résoud

nullement les facteurs sociaux et nationaux de révolte des 1.820.000 Palestiniens qui subissent quotidiennement l'exploitation capitaliste et l'oppression coloniale de l'Etat sioniste. Au Liban, l'expulsion de l'OLP et le désarmement des camps palestiniens ne fait nullement disparaître les causes sociales et politiques de la révolte des masses palestino-libanaises qui a bouleversé ce pays dans les années 1975-76. Dans tout le Moyen-Orient l'espoir d'éviter la radicalisation des masses palestiniennes est un **vœux creux**. Il sera impossible d'éteindre la révolte des Palestiniens — indépendamment des formes qu'elle pourra prendre — aussi longtemps qu'existeront, tant sur le terrain national que sur le terrain social, ses causes matérielles et historiques.

Nous savons que tant qu'existera le capitalisme, les masses prolétariennes seront contraintes à s'insurger contre l'ordre social qui les exploite et les opprime. Même sur le terrain de la question nationale palestinienne, la bourgeoisie internationale — pour divisée qu'elle soit sur la «solution» à donner au problème, soit sous la forme d'une

(Suite page 3)

A BAS LE TERRORISME DES ETATS BOURGEOIS !

L'Etat français tire prétexte d'une vague d'attentats, d'origines d'ailleurs diverses et certaines peu claires, pour renforcer considérablement ses structures de répression. En même temps, il avoue cyniquement que toutes ces mesures sont incapables à liquider le «terrorisme international»: il reconnaît ainsi qu'elles sont surtout dirigées contre «l'ennemi intérieur» et visent en fait à combattre la violence qui naît des antagonismes sociaux.

Les Etats bourgeois prétendent qu'ils ont pour mission de sauver la civilisation contre la chaos, d'assurer la sécurité des citoyens, de les protéger contre les dangers de toute sorte, et en particulier contre les «terroristes». C'est un mensonge.

Les Etats bourgeois sont là pour instaurer, maintenir et défendre un certain ordre social, l'ordre capitaliste. Mais cet «ordre» est un désordre. Il est fondé sur l'oppression et l'exploitation salariale des producteurs, et engendre accumulation de richesse à un pôle, accumulation de misère à l'autre. Il est fondé sur la production mercantile, irrémédiablement anarchique, qui produit les crises en même temps que les marchandises et l'accumulation du capital. Il est fondé sur la concurrence à tous les niveaux, qui oppose l'homme à son prochain, une usine à l'autre, un Etat à un autre Etat. C'est cet «ordre» qui

est le véritable chaos. Périodiquement, après une période d'essor, il entre en crise; les rouages de l'économie mondiale grippent et se coincent, précipitant les prolétaires dans une misère accrue, touchant les petits bourgeois et même certains bourgeois. Cette situation accentue la guerre de tous contre tous qui est l'état normal de la société bourgeoise. Les classes, les Etats, les groupes divers et jusqu'aux individus se battent de plus en plus violemment les uns contre les autres pour arriver à survivre. Lorsque les prolétaires ne sont pas unis dans une lutte collective qui leur permet de surmonter cette concurrence, eux aussi se battent entre eux; solidaires, ils luttent ensemble contre le capital.

Les Etats bourgeois sont là pour imposer malgré les tensions sociales accrues et contre les

(Suite page 2)

La dissolution d'Action Directe

En prenant prétexte de l'attentat de la rue des Rosiers pour dissoudre l'organisation d'extrême-gauche Action Directe, le gouvernement PS-PC entend surtout marquer des points dans la lutte préventive contre la violence qu'exerceront nécessairement demain les masses prolétariennes contre l'Etat bourgeois et la classe capitaliste.

La dissolution d'Action Directe n'est en effet elle-même qu'une mesure spectaculaire visant à intimider une poignée de militants révolutionnaires qui ont franchi le pas non pas tant de la «lutte armée» que de l'action directe violente.

Par contre, d'autres mesures, dites «techniques», ont en réalité une portée politique bien plus grande. Il est évident, en effet, que le renforcement des contrôles aux frontières et des groupes de choc de la police et de la gendarmerie (le fameux GIGN), la centralisation informatisée des informations policières sur tout ce qui peut approcher, de près ou de loin, le «terrorisme» vont avoir, à terme,

des conséquences sur l'ensemble des militants révolutionnaires et même au-delà, sur l'ensemble de la classe ouvrière.

D'ores et déjà, ces mesures touchent les travailleurs immigrés qui se trouvent exposés à des contrôles policiers renforcés. Mais il est tout aussi clair que la «psychose anti-terroriste» joue à fond pour contrôler l'ensemble du mouvement social. Tout étranger est un suspect (*).

Mitterrand a bien précisé qu'il s'agissait pour lui de combattre tous ceux qui «prônent la violence», ce qui peut donc concerner outre l'ensemble des militants révolutionnaires, des manifestations ouvrières classiques (piquets de grève non symboliques, protection des manifestations, etc.).

Le gouvernement de gauche ne fait ainsi que reprendre à son compte la traditionnelle attitude hypocrite de la bourgeoisie face à la «violence» en général: l'Etat «démocratique», qui est en réalité une formidable «bande armée» au

RENTREE SOCIALE:

refuser les sacrifices

Réception à la file de bonzes syndicaux, conférences de presse, quinzaine d'action et de réflexion de la CGT qui n'intéresse — et encore! — que les permanents, inévitable article d'Edmond Maire noyant le poisson dans un verbiage à la mode: toute cette agitation de bourdons devant la ruche respecte les rites de la «rentrée sociale» destinée à faire croire aux travailleurs qu'on va trouver des solutions, rites très semblables avec Mitterrand et avec Giscard.

Avec cette différence tout de même: pour la première fois depuis 1950, une offensive centrale et globale contre les salaires a été lancée avec le blocage légal du 11 juin (en 1976, Raymond Barre n'avait pas osé dépasser les «recommandations»). Avec la différence aussi, que la crainte diffuse d'une irruption imprévisible, débordant les barrières syndicales, cette crainte qui travaille depuis plusieurs années la bourgeoisie française, a pris cette fois, en conséquence, une forme plus aiguë. Dès le 26 juillet, la *Lettre de l'Expansion* annonçait que le

«mécontentement généralisé fait craindre, place Beauveau, une flambée de violence à l'automne». En ce cas, les «mesures de luttés contre le terrorisme» pourraient rendre bien des services contre l'agitation sociale...

Après dix mois de promesses démagogiques, de concessions au compte-goutte pour amadouer les travailleurs, le gouvernement de gauche a donc, comme on pouvait et devait le prévoir, utilisé son capital de confiance auprès d'eux pour entamer franchement les marges acquises de la période d'après-guerre. Bergeron lui-même, si compréhensif, évalue la perte de pouvoir d'achat des salariés d'ici novembre entre 5 et 10%. Même au ralenti, les indices des prix continuent d'augmenter. Les produits alimentaires de base n'ont pas été bloqués, leur augmentation était provisoirement gommée par la baisse de la TVA de juillet. On trouve des prétextes pour entamer le blocage pour toutes sortes de marchandises: les fournitures scolaires parce que les matières premières ont augmenté, les

assurances parce qu'il faut tenir compte des «catastrophes naturelles» (facteur nouveau, comme on le voit!), l'essence parce que c'est la faute au dollar: seule la marchandise humaine, la force de travail, doit résister à tout et rester vraiment bloquée!

De plus, le ministère de choc constitué pour la Sécurité sociale après le départ de Nicole Questiaux cherche les meilleurs moyens de réduire la part du salaire indirect: indemnités de maladie, remboursements des soins, retraite, indemnités de chômage et allocations familiales, toutes les prestations qui devaient, selon la philosophie officielle du gouvernement de la Libération corriger les injustices et permettre une «redistribution» des revenus. Il faut savoir que le pouvoir d'achat des salariés ayant au moins deux enfants n'a été maintenu depuis mai 1981 que grâce au rattrapage de ces allocations, rattrapage déjà rogné en juin dernier de 7% par rapport aux promesses. Krasucki

(Suite page 4)

A bas le terrorisme des Etats bourgeois !

(Suite de la page 1)

poussées de révolte des prolétaires et des masses misérables le fonctionnement de la machine économique et sociale capitaliste. Et quand les tensions deviennent trop fortes, que les antagonismes se haussent au niveau de la lutte ouverte entre Etats et groupes d'Etats, ce sont eux qui dirigent la lutte violente entre grandes unités de capital. Ils remplissent ce double rôle en exerçant la violence ou en menaçant, et en inspirant la terreur de leur force à leurs concurrents et à tous les opprimés.

Qui, en effet, empêche les millions de chômeurs de se servir librement dans les supermarchés regorgeant de nourritures, de vêtements, et de tant de biens de consommation? Qui fait accepter à 32 millions de citoyens des USA la vie d'«indigents»? Qui impose aux prolétaires et aux masses prolétaires du Pérou ou de Pologne, des Indes ou du Maroc, du Sénégal ou de Turquie de réduire leur consommation déjà misérable pour alimenter la finance internationale? **Quelle terreur**, exercée par les classes dominantes locales et l'impérialisme mondial, ne faut-il pas pour que les 800 millions d'hommes chroniquement sous-alimentés «acceptent» de dépérir plutôt que de **prendre de quoi manger** dans les énormes richesses et surplus accumulés par le capitalisme international? **Quelle férocité répression et quelle menace permanente** parviennent à contenir la révolte de ceux qui voient leurs enfants crever de faim?

La télé ou le journal nous montrent à l'envi les Etats bourgeois, des USA à la Chine, de l'Algérie à l'Angleterre, du Brésil à l'URSS pratiquant **quotidiennement** cette répression, cette violence, cette terreur sanglante sur les classes dominées. Et là où l'Etat local est trop faible pour les tenir, une grande puissance ou une coalition impérialiste vient à la rescousse. Zaïre ou Pologne, Amérique Latine ou Thaïlande, Afghanistan ou Liban, la liste est interminable. Cependant le comble du cynisme est atteint lorsqu'un Etat comme Israël qui est en train de massacrer des dizaines de milliers de combattants — et principalement de non-

combattants! — se pose en «victime du terrorisme»!

Mais les rapports entre Etats bourgeois eux-mêmes sont fondés sur la force et la terreur. Les super-puissances, bardées d'armes «conventionnelles» et d'un arsenal nucléaire suffisant pour faire sauter vingt fois la planète essaient de se terroriser l'une l'autre et de terroriser les impérialismes de second rang; ceux-ci, à leur tour, s'arment dans la mesure de leurs moyens pour inspirer la peur à ceux qu'ils oppriment, à leurs égaux et à leurs maîtres. Et l'impérialisme mondial, qui court vers une 3^e guerre impérialiste, s'efforce de **terroriser le monde entier** par cette menace: Soumettez-vous à nos diktats, acceptez les pires conditions de vie, sinon ce sera la guerre, et les morts! La deuxième en a fait plus de 50 millions, pour la troisième on prévoit le décuple...

Voilà la «tranquillité» et la «sécurité» que l'ordre bourgeois offre à l'humanité. Les secteurs les plus défavorisés des classes opprimées du monde entier en savourent déjà les prémices, mais elles menacent **tout le monde**. Et c'est pour défendre cette super-terreur que les Etats bourgeois renforcent leur dispositif «anti-terroriste». Car l'aggravation des antagonismes entre classes et Etats accentue les luttes sociales de toute espèce et va les aiguïser de plus en plus. En renforçant ses structures d'encadrement politique et policier, administratif et militaire, la bourgeoisie se prépare à combattre les grandes vagues de luttes sociales qui s'annoncent.

Le prolétariat doit se préparer de son côté à affronter l'ennemi. Malgré un rapport de force extrêmement défavorable aujourd'hui, il réagit déjà; soit sous forme de soulèvements ouvriers qui même vaincus, ne sont pas vains, soit sous forme d'escarmouches qui brisent en tout cas l'union entre les classes au niveau immédiat.

Mais sa préparation doit partout inclure **la lutte contre le terrorisme des Etats bourgeois**: celle-ci va de la propagande pour le dénoncer à la lutte contre ses effets; de la solidarité avec ceux qu'il frappe et de leur défense à l'intégration et l'organisation de l'autodéfense dans toutes les batailles prolétariennes.

Grandes manœuvres chauvines autour d'un gazoduc

Les repréailles américaines contre les sociétés qui livrent à l'URSS le matériel nécessaire à la construction du gazoduc sont probablement moins importantes qu'elles ne paraissent. D'abord, elles sont intervenues après le départ du matériel en cause. Et si la guerre économique est bien réelle entre les USA et l'URSS, on sait que les Américains sont partagés sur la tactique à suivre pour tout ce qui n'a pas directement une utilisation militaire: certains préféreraient maintenir l'URSS dans une dépendance durable en lui fournissant au compte-goutte les équipements modernes dont elle manque plutôt que de la forcer par un blocus total à conquérir son indépendance coûte que coûte.

Mais si elle est surtout symbolique, la sanction contre les brevets des entreprises américaines en France après leur réquisition a rendu un fier service au gouvernement français. Il a permis de canaliser le mécontentement dans une région à fort taux de chômage (11,5% autour du Havre) vers des manifestations cocardières soigneusement orchestrées par la CGT (la décision de réquisition a

été mise au point avec les délégués syndicaux).

Excellente occasion pour désigner comme seul ennemi le capitalisme US en donnant à celui de chez nous l'auréole du vaillant David affrontant Goliath. Excellente occasion aussi de duper les salariés anxieux devant les menaces de chômage en orientant une fois de plus leurs luttes vers la défense du produit, du label, et non de leurs intérêts en tant que salariés.

Il peut paraître logique pour un ouvrier enfermé dans son entreprise de défendre son employeur pour sauver son emploi: pas de commandes, pas de travail. Mais c'est la logique du capital, c'est, repeint aux couleurs du social-impérialisme, le vieil argument de tout patron devant une grève ou des revendications: attention, si vous me ruinez, vous vous retrouverez sur la paille.

En réalité, indépendamment d'intérêts historiques plus larges, à chaque fois que les ouvriers se sont fiés à cette logique, ils se sont fait avoir. A la British Leyland, en

(Suite page 4)

La dissolution d'Action Directe

(Suite de la page 1)

service exclusif de la bourgeoisie, prétend être «au-dessus des classes» et régler «pacifiquement» les contradictions sociales en réprimant uniquement quelques «extrémistes»...

La disproportion existant entre ces derniers et les moyens mis en place, et toujours renforcés par l'Etat contre eux, montre déjà à elle seule à quel point ce discours est mensonger.

La bourgeoisie s'efforce, bien entendu, d'user aujourd'hui d'une répression «sélective» en s'attaquant soit à des militants, soit à des couches particulières de la classe ouvrière (immigrés, jeunes des banlieues, etc.). Mais peu à peu cela s'élargit, démontrant que la lutte de classe a bel et bien amorcé sa reprise avec la crise généralisée du système capitaliste.

Les communistes révolutionnaires doivent d'autant plus se porter à l'avant-garde de la lutte contre la répression bourgeoise dont le but est d'entraver cette reprise des luttes, aujourd'hui nécessairement partielles et d'autant plus exposés aux coups de la bourgeoisie.

Nous serons donc à notre poste pour lutter contre la répression qui touche aujourd'hui les camarades d'Action Directe et nous appelons tous les militants révolutionnaires sincères et tous les travailleurs combattifs à cette solidarité élémentaire.

Sur un autre plan, la «dissolution» d'Action Directe met en évidence une importante question politique: celle de la liaison entre d'une part la pratique qui est, grosso modo, celle de ces camarades et d'autre part celle du mouvement des franges combattives du prolétariat, tel qu'il est aujourd'hui.

Il est bien évident que nous ne rejetons pas par principe le «terrorisme» et qu'il est faux de poser comme préalable à l'utilisation de ces méthodes l'existence d'un fort

mouvement de masse du prolétariat. Toute l'histoire du mouvement ouvrier nous démontre, au contraire, que les actions violentes «minoritaires» sont elles-mêmes le reflet des difficultés du prolétariat à passer d'une lutte embryonnaire à la lutte de masse, cette dernière ne s'opposant nullement à l'exercice d'une violence qui est au contraire plus large et plus efficace car aussi mieux organisée.

La bourgeoisie, elle aussi, en est parfaitement consciente. Elle s'efforce en effet d'isoler du reste du mouvement social, les militants qui pratiquent certaines formes de violence aussi bien par sa propagande que par des moyens plus directs (emprisonnements ou... provocations).

A l'inverse, notre préoccupation doit être de permettre, par notre propagande comme par notre action, de dépasser cet isolement pour parvenir à **intégrer dans une même lutte** différents aspects: actions légales ou illégales, pacifiques ou violentes, etc. Cette préoccupation doit être constante et tenir compte en permanence des conditions réelles de la lutte et des besoins futurs du mouvement. Ceci suppose de lutter politiquement à la fois contre les tendances immédiatistes qui peuvent entraver le mouvement révolutionnaire à se couper du mouvement réel de classe (quel que soit son développement) et en même temps, contre les tendances capitulaires qui veulent limiter la lutte révolutionnaire et prolétarienne à ses aspects légaux et pacifistes et l'amènent à sa liquidation.

C'est donc dans l'articulation adéquate entre les différents aspects d'une même lutte et par la détermination d'objectifs et de méthodes permettant cette articulation, que le Parti révolutionnaire doit démontrer sa capacité à diriger l'ensemble du mouvement, à chacune de ses étapes.

Le peu de voix qui s'élèvent aujourd'hui pour défendre les militants d'Action Directe pourchassés par la police, de même que les difficultés réelles que connaissent bon nombre de regroupements prolétariens à dépasser le stade de la simple propagande démontrent la faiblesse du mouvement dans son ensemble.

Mais, en même temps, les mesures répressives prises par la bourgeoisie doivent nous encourager, car elles montrent aussi sa crainte de voir cette faiblesse devenir demain une force mortelle pour elle.

(*) Le gouvernement a ainsi interdit une manifestation de la LCR à propos du Liban, ce qui est un comble! Cette organisation a d'ailleurs «proté» tout en se conformant à cette interdiction, en affirmant que la manifestation «n'était pourtant pas dirigée contre le gouvernement français»!

«Le prolétariat ne peut conquérir son pouvoir politique — seule porte ouvrant sur la société nouvelle — qu'au moyen d'une révolution violente. Mais, pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort pour vaincre, il est nécessaire qu'il se constitue en un parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres et opposé à eux» (Engels à G. Trier. 18.12.1889).

«Loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus hais ou des édifices publics qui n'évoquent que des souvenirs détestables, il ne faut pas seulement tolérer de tels exemples, mais il faut encore en prendre la direction en mains». (Marx. Adresse de 1850).

L'«extrême-gauche» à la rescousse de la lutte anti-terroriste

Pleurnicheries démocratiques de la LCR

Rouge du 27/8 tape à son tour sur AD, qui ne se serait «jamais [...] soucie de savoir si son combat contribuait ou non à la mobilisation indépendante de la classe ouvrière». Curieux qu'on lui reproche en même temps d'avoir «échoué dans ses tentatives de se lier à certains mouvements sociaux», mais peut-être que les squatts n'entrent pas dans le programme de mobilisation de la LCR? De toute façon, le «caractère marginal [d'AD] a [...] permis son infiltration» prétend Rouge, pour conclure que ce «type d'action est non seulement suicidaire, mais permet toutes les manipulations». Une fois de plus on croit lire l'Huma...

On peut condamner la vision politique d'AD et discuter l'à propos de ses actions. Mais, même si elles sont symboliques et reflètent surtout la difficulté à développer une solidarité agissante, les attaques de banques israéliennes contribuent certainement plus à la «mobilisation indépendante de la classe ouvrière» que les pleurnicheries démocratiques de la LCR, ses appels angoissés à l'Etat bourgeois et le soutien de fait qu'elle lui apporte.

Contre l'Internationale des flics

Le gouvernement socialiste a profité de la campagne «anti-terroriste» pour arrêter des militants irlandais de l'INLA, ainsi qu'un ancien leader de Potere operaio en situation régulière en France.

Il ne s'agissait pas seulement pour lui de se faire mousser en étalant des «succès spectaculaires», en réalité faciles et sans grande portée; il voulait aussi donner des gages à ses complices anglais et italiens, à charge de revanche, bien sûr.

Contre la collaboration de tous les Etats bourgeois dans la répression, le prolétariat devra promouvoir sa solidarité internationale.

La peur de Lutte Ouvrière

L.O. trouve qu'«il était difficile à un gouvernement voulant réaffirmer sa volonté de lutter contre le terrorisme de faire autrement» que de dissoudre Action Directe. (LO n°742). Et, devant la répression qui frappe ainsi des éléments combattifs, LO ne trouve rien d'autre à faire que de critiquer à fond... Action Directe.

C'est normal, de la part de gens qui se placent du point de vue de «tous ceux qui pensent que les victimes de ce type de terrorisme peuvent être n'importe qui et... eux-mêmes»! des gens qui pensent que le gouvernement doit «répondre à l'émotion populaire bien compréhensible» et se demandent si, «à part le caractère spectaculaire de ces mesures (tout le train des mesures anti-terroristes), peuvent-elles rassurer sérieusement? Eh bien, à y regarder de près, pas vraiment».

Braves «révolutionnaires» qui voudraient être rassurés contre les aléas des conflits sociaux et de la lutte de classe!

Le Moyen-Orient à la limite de deux époques

(Suite de la page 1)

«autonomie régionale», soit d'un mini-Etat qui laisserait en place l'Etat sioniste — ne pourra atteindre son objectif de pacification sociale. Le colonialisme anglais, qui a maintenu l'enclave protestante en Irlande et qui plus d'un demi-siècle plus tard doit continuer à affronter la révolte irlandaise dans l'Ulster, peut en témoigner.

Les Etats arabes, eux, espèrent maintenir «leurs» masses palestiniennes sous contrôle. Mais, malgré les assurances données par les dirigeants de l'OLP, elles se trouvent et se trouveront toujours plus sous un régime d'oppression sociale et politique qui fera d'elles le fer de lance de la révolte des exploités dans les «pays d'accueil».

Que se soit sur le terrain social ou sur le terrain national, l'expulsion de l'OLP du Liban ne résoud strictement rien à terme. Bien au contraire. Les derniers événements auront pour résultat de poser au Moyen-Orient avec plus de clarté encore que par le passé ce que disait Marx pour l'Europe après l'écrasement de la Commune de Paris, à savoir que «les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat» et que les guerres nationales entre Etats constitués de la région ne sont déjà plus qu'une «pure mystification des gouvernants» dont on se débarrasse aussitôt que la lutte de classe éclate — ou risque d'éclater — en guerre civile (*Adresse du Conseil Général de l'AIT du 30/5/1871*). C'est bien pour cela que l'Egypte a conclu avec Israël les accords de Camp David qui ont permis l'invasion du Liban, et que la Syrie a fini par appuyer l'élection du phalangiste Béchar Gemayel — le candidat israélien — à la tête de l'Etat libanais.

Aujourd'hui le Moyen-Orient est

**LISEZ
EL COMUNISTA
IL PROGRAMMA
COMUNISTA
PROLETARIER
EL PROLETARIO**

à la limite de deux époques comme le montre l'analyse que nous avons faite au cours des années écoulées. La première était tout entière dominée par le mouvement national palestinien, qui est à son tour la queue du mouvement anticolonial qui embrassa le monde arabe et dont le dernier sursaut fut capitalisé et canalisé par la bourgeoisie palestinienne, sans qu'elle ait pu jusqu'ici le mener à terme avec la constitution d'un Etat palestinien.

La seconde époque est celle de la maturation (après que le capitalisme ait labouré en profondeur la société non seulement en Israël, mais aussi dans les pays arabes) du cycle prolétarien, déjà annoncée par les soulèvements de janvier 1976 en Egypte et par la révolte prolétarienne de Tall-el-Zaatar, ainsi que par les premières tentatives de constitution de noyaux communistes sur le terrain internationaliste de la révolution prolétarienne, en rupture avec le nationalisme bourgeois représenté par l'OLP.

Le problème, pour nous communistes révolutionnaires, est et sera toujours plus celui de propulser et d'intégrer, en les subordonnant aux objectifs de la lutte révolutionnaire prolétarienne, les révoltes des masses palestiniennes contre l'oppression nationale qu'elles subissent dans tout le Moyen-Orient. Il s'agit donc d'intégrer dans le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et prolétariennes du Moyen-Orient contre tout l'ordre bourgeois leur combat historique pour leur auto-détermination nationale révolutionnaire, ce qui implique la destruction de l'Etat d'Israël fondé sur le privilège juif, ainsi que la constitution d'un Etat laïque en Palestine, reconnaissant une totale égalité juridique, raciale et religieuse. C'est-à-dire de l'intégrer dans la lutte pour la destruction de tous les Etats bourgeois, y compris arabes, en vue de l'instauration de la dictature du prolétariat qui aura à entraîner dans son sillage les masses paysannes pauvres.

Dans cette perspective, les masses palestiniennes disséminées dans le Moyen-Orient pourront avoir un rôle non seulement de détonateur, mais encore décisif, étant donné que l'Etat d'Israël constitue le fer de lance de la

contre-révolution impériale-bourgeoise dans la région et que les masses palestiniennes sous sa dictature directe constituent une véritable bombe prolétarienne à retardement dans la société israélienne.

La réalisation de cette perspective communiste et internationaliste, qui au niveau des principes ne doit rien aux principes du nationalisme, aussi radical soit-il, car elle ne repose pas sur le principe de l'indépendance nationale, mais sur celui de l'indépendance de classe, suppose le combat le plus acharné contre le sionisme et les agissements de l'impérialisme dont il est aussi un instrument. Cela concerne non seulement le prolétariat de tout le Moyen-Orient, mais encore et surtout le prolétariat des métropoles impérialistes, base arrière et ferme soutien de l'Etat colon juif.

Mais la réalisation de cette perspective suppose aussi une lutte constante et acharnée pour arracher au nationalisme arabe en général, et à l'OLP en particulier, le contrôle et l'influence sur les masses ouvrières et prolétariennes du Moyen-Orient.

La lutte d'influence que les révolutionnaires communistes ont à livrer contre le nationalisme bourgeois doit donc être conduite sur deux axes: celui de la lutte contre l'oppression nationale qui pèse sur les masses palestiniennes en Israël et dans les pays arabes, en combattant en particulier la solution contre-révolutionnaire d'un mini-Etat; et celui des exigences de la lutte des masses travailleuses dans les pays arabes comme en Israël contre les Etats bourgeois respectifs, dont le besoin est et sera toujours plus pressant.

En paraphrasant Lénine nous pouvons dire que la révolution prolétarienne est inconcevable sans insurrections des petites nations, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvements des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug capitaliste, clérical, seigneurial, national, etc. La révolution prolétarienne dans le monde entier, et dans le Moyen-Orient en particulier, ne peut être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents

de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement et tout aussi inévitablement ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Et il revient à l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera les exigences révolutionnaires d'une lutte à première vue disparate et sans unité, de la canaliser et de l'orienter, de renverser la bourgeoisie et conquérir le pouvoir, en assurant la victoire du socialisme. Mais pour tout cela il faudra précisément que cette avant-garde, le parti révolutionnaire de classe, soit exempt des préjugés, des fantaisies réactionnaires, des faiblesses et des erreurs des masses. Et une de ces erreurs serait d'aborder le cycle prolétarien au Moyen-Orient en tant que prolongement du cycle bourgeois du nationalisme arabe.

Tout en combattant vigoureusement la politique annexionniste d'Israël, il ne s'agit ni de s'agira pour les communistes révolutionnaires de «refaire» la carte capitaliste du Moyen-Orient en devenant les «héritiers conséquents» de la vague national-bourgeoise arabe. Pour les prolétaires révolutionnaires il s'agit et s'agira de détruire l'ordre bourgeois en faisant lever sur tous les facteurs d'oppression sociale et politique — et donc aussi nationale — qui pèsent sur les masses exploitées.

Il s'agit et s'agira de canaliser les élans de solidarité des masses arabes avec les masses palestiniennes opprimées et massacrées par Israël pour montrer que la collusion objective, sinon subjective, de tous les Etats de la région dans l'œuvre de stabilisation et de répression sociale contre les masses opprimées exige leur renversement comme condition non seulement de l'émancipation prolétarienne de tout le Moyen-Orient, mais encore, dans son cadre, de l'émancipation nationale des masses palestiniennes.

L'intervention contre-révolutionnaire impérialo-sioniste au Liban, qui continuait objectivement l'œuvre commencée par la Syrie en 1976 contre la Résistance et les masses palestino-libanaises, a démontré encore une fois que la lutte contre la réaction bourgeoise au Moyen-Orient exige l'action convergente du prolétariat du Moyen-Orient et des métropoles impérialistes.

C'est à nous d'œuvrer, en tant que parti international, pour souder ces deux chaînons de la révolution communiste mondiale.

Les communistes se trouvent aujourd'hui dans une situation difficile, parce que sans influence

notable sur les luttes des masses. Ils ne peuvent cependant pas soutenir purement et simplement les mouvements qui poussent en partie dans le sens de l'histoire. Ils doivent voir aussi bien les besoins de la lutte immédiate que ses développements futurs, et relier les indications qu'ils donnent à leur perspective.

Ces indications, ils les donnent aujourd'hui à une petite minorité d'éléments d'avant-garde, poussés par les luttes à remettre leurs anciennes perspectives en question, dans le but avant tout d'implanter le parti et d'assurer son développement. Cela ne veut pas dire qu'on puisse se borner à une propagande générale ou à l'affirmation des principes. Il faut donner des réponses qui permettent à l'avant-garde d'orienter et d'organiser à son tour des couches plus larges. Mais il est clair que notre but immédiat ne peut pas être la mise en mouvement de forces importantes mobilières si nous essayons d'en mobiliser effectivement le plus possible.

En aucun cas il ne peut être d'obtenir ou de «favoriser» une modification du rapport des forces entre des Etats ou des organisations bourgeoises: il est de travailler, en prenant appui sur les tendances objectives du mouvement social, à la constitution du mouvement de classe du prolétariat.

Pour mieux définir et particulariser les indications que nous pouvons donner, il faudra certes des analyses plus approfondies. Mais le travail déjà fait et la perspective tracée permettent d'en indiquer les grandes lignes, celles mêmes que nous avons défendues ces derniers mois:

— Lutte contre toute oppression nationale des Palestiniens, pour leur droit à l'autodétermination et donc pour la destruction de l'Etat d'Israël.

— Lutte pour l'organisation indépendante des masses exploitées des villes et des campagnes en vue des objectifs immédiats et finaux de la lutte de classe: défense des conditions de vie et mobilisation pour le renversement des Etats bourgeois dans tout le Moyen-Orient, l'instauration de la dictature du prolétariat.

Quant aux tâches à indiquer aux prolétaires des métropoles impérialistes, elles sont définies depuis longtemps:

— Solidarité inconditionnelle avec toutes les luttes révolutionnaires anti-impérialistes.

— Lutte contre sa propre bourgeoisie et ses entreprises de rapine impérialistes.

— Lutte pour l'union des prolétaires du monde entier.

A bas les pleurnicheries démocratiques !

Nous publions ici le tract que nous avons diffusé après l'attentat de la rue des Rosiers.

Alors que les bombardements de l'armée sioniste les plus lâches et les plus féroces, au moyen de l'armement technologique le plus avancé, s'acharnent sans discontinuité et sans discernement sur la ville et la population de Beyrouth, faisant tous les jours plus de morts (on approche de 5000 morts) imposable à des dizaines de milliers de personnes les conditions d'existence les plus dramatiques, coupant eau, électricité et vivres, l'attentat de la rue des Rosiers est utilisé par tous les partis, pour d'une part justifier le soutien et la défense de l'Etat pied-noir d'Israël, en brandissant le vieil alibi antisémite, faisant l'amalgame entre antisémitisme et antisémitisme, et d'autre part pour resserrer les rangs derrière l'Etat français afin d'aiguiser ses lois scélérates contre la libre circulation des individus et pour le renforcement du contrôle

des étrangers visant les travailleurs immigrés et les révolutionnaires.

L'impérialisme français a participé activement à la création de cet Etat colon, base avancée pour la défense des intérêts impérialistes dans la région contre tout foyer subversif, et aujourd'hui — sous prétexte de garantir la paix — il essaie de profiter de la situation pour renforcer sa présence militaire au Liban et mieux défendre ses intérêts de rapine.

L'impérialisme français utilise l'argument de l'antisémitisme pour blanchir sa besogne infâme de soutien à l'Etat sioniste. La visite de Mitterrand et des autorités françaises à la synagogue après ce fameux attentat rentre précisément dans ce cadre, en apportant l'eau au moulin de la campagne anti-palestinienne et anti-arabe en général.

Tant qu'existera l'Etat raciste et pied-noir d'Israël, fondé sur le privilège national juif et donc sur l'oppression raciale et nationale des masses palestiniennes; tant qu'exis-

tera l'Etat sioniste et donc sa politique de violence et de terreur sur les masses exploitées du Moyen-Orient et sa politique coloniale d'annexion, existera aussi la révolte et la violence suscitées par l'oppression sioniste.

Par ailleurs, toute la pléiade des forces démocratiques, de gauche et d'extrême-gauche ont sans scrupule annulé illico après cet attentat la manifestation du mardi 10 août qui devait dénoncer — du bout des lèvres — le massacre des masses palestiniennes et libanaises. Il ne fallait pas gêner l'Etat français et ne pas donner l'occasion à des «provocations» au mépris de la vie et de la mort de dizaines de milliers de personnes!

Le prolétariat et les révolutionnaires des pays impérialistes ont une responsabilité capitale dans la lutte contre les agissements criminels de l'Etat pied-noir d'Israël et pour sa destruction. Car cet Etat est un prolongement direct de l'impérialisme, véritable garde-chiourme des intérêts du capitalisme interna-

tional, fer de lance de la plus grande force contre-révolutionnaire dans la région du Moyen-Orient.

En dépit de toute la volonté de l'impérialisme, la lutte et la révolte des masses palestiniennes renaîtront encore plus puissantes des défaites d'aujourd'hui.

Les travailleurs et les prolétaires français doivent prendre leur place dans la lutte anti-impérialiste. Il est de notre devoir internationaliste de soutenir par cette lutte les révoltes des masses palestiniennes et du Moyen-Orient contre l'impérialisme et l'Etat sioniste. Nous y contribuerons efficacement en menant avec acharnement une lutte féroce contre notre propre impérialisme aujourd'hui géré par le gouvernement social-démocrate.

Vive la lutte des masses palestiniennes et libanaises !

A bas l'Etat pied-noir d'Israël !

A bas la complicité pro-sioniste de l'impérialisme français !

Le 16/8/1982.

**1962-1982:
BILAN D'UNE
INDEPENDANCE.**

A l'occasion du 20^e anniversaire de l'indépendance algérienne El-Oumami a publié un numéro double spécial.
5 F. Commandes au Prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Refuser les sacrifices

(Suite de la page 1)

peut bien parler de «faire autrement qu'ailleurs», sous les couleurs socialistes c'est vers un programme reaganien de coupes sombres dans les allocations sociales que s'orientent Mauroy et Beregovoy.

Une fois dissipée l'anesthésie des vacances, comment faire passer la purge? La PS a essayé du style churchillien avec les déclarations de Jospin sur l'«année terrible». Mais il a dû bientôt reconnaître que 1983 n'arrangerait pas 82, ni 84! Il fallait chercher des moyens à plus long terme. La ressource dominante du gouvernement et de ses soutiens «critiques» depuis le blocage, et devant l'aggravation réelle des rivalités économiques internationales entre brigands, c'est de stimuler le réflexe chauvin et l'appel à l'unité nationale. Là dessus, la gauche joue sur un terrain entièrement préparé, d'abord par les gouvernements précédents ouvertement réactionnaires: les cocoricos de Chevènement reprennent la vieille tradition gaulliste de détournement de la haine légitime contre l'impérialisme américain au profit de l'impérialisme français. Mais surtout, parmi les ouvriers, la CGT et le PC peuvent aujourd'hui faire bénéficier le capitalisme en crise de la véritable gymnastique chauvine à laquelle ils ont depuis des années plié les travailleurs. Surtout dans les entreprises en difficulté, où ils ont toujours essayé de substituer au réflexe de défense et de survie des salariés celui de la défense du produit et de l'entreprise. L'utilisation de ce réflexe pour amortir et détourner les

conflits prend aujourd'hui un caractère si cocardier que certains militants du PS s'en inquiètent, parlant d'«implosion nationaliste» et de «repli sur l'hexagone accompagné d'un raidissement des relations sociales» (*Le Monde* du 27/8/1982). Que devient dans tout cela le vieux rêve autogestionnaire?

C'est la deuxième soupape de sécurité que le gouvernement de gauche garde malgré tout en réserve, sous des formes tellement caricaturales que ses partisans eux-mêmes ne peuvent cacher leur déception. Les lois Auroux ont pu faire trembler quelques petits patrons autocrates: malgré leur verbiage basiste, elles ne consolident que l'implantation de la bonzerie officielle, pleine de compréhension envers les exigences des entreprises. Les conseils d'atelier restent des portemanteaux vides. Et, en imposant pour la première fois depuis 1950 un carcan national à la négociation salariale, le gouvernement a réduit les bases de la négociation tous azimuts que Delors et Maire rêvaient d'acclimater en France sur le modèle de l'Allemagne ou du Japon. Quant aux projets de consultation des travailleurs dans les entreprises nationalisées, il est remis au plus tôt à 1983! Les grèves Renault de cette année n'ont pu être pas rassurés le gouvernement sur l'issue patriotique de ces consultations?

Quand la fibre autogestionnaire est sollicitée localement, c'est sous la forme un peu trop voyante du: à quelle sauce voulez-vous être mangés? A la SAFT (nationalisée), le dynamique patron PS a lancé en juin des discussions par atelier pour... faire approuver l'augmenta-

tion de productivité de 6,5% pour «financer le progrès social»! Il faisait en même temps vibrer la corde du patriotisme et du patriotisme d'entreprise «en cas de refus, "nous" serons mal placés pour exporter, etc.». Mais à Bordeaux, l'esprit de sacrifice ne soufflait pas, malgré les encouragements de la CGT! Les travailleurs ont déjà du mal à suivre les cadences actuelles...

C'est avec l'intention de réanimer un peu ces perspectives de négociations à la base décentralisées que Mauroy a parlé dès juillet de négociations par branches pour la sortie du blocage. Sollicitude socialiste! Là où des mesures nationales pourraient être utiles aux salariés pour forcer la main aux petits patrons, on les laisse se débrouiller chacun dans leur coin; en revanche, pour bloquer les salaires, là, on centralise sans scrupules!

Le gouvernement et ses partenaires dévoués des syndicats ne redoutent pas trop un mouvement général à la rentrée: il compte sur les hésitations qui paralysent encore la grande masse des ouvriers: chantage au chômage, fatalisme devant la crise, crainte de «favoriser la droite». Mais il sait parfaitement — même si sa presse raconte le contraire — que les mouvements importants du printemps 1982, où le nombre de grèves a été de quatre fois supérieur à la moyenne de 1981, et surtout les grèves tenace dans l'automobile et les mouvements dans la sidérurgie, n'ont pas été l'œuvre des syndicats, mais de minorités décidées, derrière lesquelles les syndicats ont dû courir pour limiter des dégâts.

Ce sont ces petits groupes, organisés ou non, qui ont su entraîner les irrésolus, et susciter la sympathie même pour des actions violentes comme celle de la Chiers dans les Ardennes. Ce sont eux qui ont arraché des améliorations limitées, mais réelles en pleine période d'appel à l'austérité: sursis et indemnités pour les sidérurgistes menacés de licenciement, réduction des cadences et résistance à la répression dans l'automobile. C'est l'exemple qu'il faut diffuser et expliquer, pour lutter contre le silence ou la propagande crétinisante sur les sacrifices nécessaires et le gâteau réduit à partager. Du gâteau, il y en aura toujours moins pour les ouvriers, s'ils ne prennent pas eux-mêmes leur part en imposant la défense de leurs intérêts.

Naturellement, Krasucki en sortant de l'Elysée le 27 août, a mis l'accent sur l'inoffensif contrôle des prix, et pas sur la défense des salaires par la grève. Quant à Edmond Maire, il s'intéresse avant tout à la recherche, pour le compte des capitalistes, de «nouveaux gisements de productivité» dans la cervelle des ouvriers! C'est sans eux et contre leur action de police des grèves qu'il faut exiger immédiatement le rattrapage du salaire, les 35 heures payées 40, la gratuité totale des soins, l'augmentation des retraites et des indemnités pour les chômeurs. Même limités et provisoires, les succès des luttes menées au premier semestre sur ces objectifs de défense sont un encouragement à refuser les sacrifices, la résignation et les solidarités chauvines réclamées par les bons apôtres de la gauche bourgeoise.

La Pologne toujours en ébullition

A l'heure où nous composons, nous ne savons pas encore comment se sont déroulées les manifestations du 31 août, préparées par une longue série d'agitations et de manifestations. Derrière ces luttes, il y a non seulement la situation catastrophique de la classe ouvrière polonaise, dont le revenu réel a baissé de quelque 25% depuis le début de l'année, mais aussi sa volonté de ne pas céder à l'intimidation de l'Etat bourgeois. Depuis le coup d'Etat elle n'a pas seulement mené des luttes ouvertes, mais s'est efforcée de renforcer son organisation clandestine, sa presse (près de 1700 journaux actuellement), sa protection contre les mouchards, Solidarnosc a même réussi à intervenir dans une émission à la radio d'Etat.

A l'approche du 31 août le gouvernement a multiplié les mesures d'intimidation: dans toutes les manifestations et les rassemblements les matraquages et les

arrestations se multiplient, et il développe toute une campagne dénonçant la volonté de Solidarnosc de «déclencher la guerre civile». Il espère ainsi décourager les éléments les moins combattifs. Il est aidé dans cette tâche par l'Eglise qui lance un appel au calme après l'autre, et dénonce elle aussi les «aventuristes». A en croire l'épiscopat, le problème essentiel qui préoccupe les Polonais et qu'il faut régler d'urgence est l'organisation de la visite du pape!

Le gouvernement aidé par l'Eglise cherche ainsi à isoler les éléments les plus combattifs du reste des ouvriers pour arriver à une répression plus sélective et donc plus efficace. C'est ainsi que s'ouvre justement en ce moment le procès d'un groupe de jeunes accusés d'avoir tué un milicien.

Malgré les conditions très difficiles, la classe ouvrière polonaise ne baisse pas la tête! Elle doit trouver ici un soutien enthousiaste.

Explosions au Pérou

L'attaque menée par un groupe maïasant à Ayacucho, les attentats à la bombe à Lima, les batailles rangées contre la police qui ont suivi ne sont pas arrivées comme un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Durant tout le premier semestre au Pérou, les mouvements et les grèves se sont succédés dans le pétrole, à la centrale hydroélectrique de Mantaro, dans le textile, et parmi les étudiants qui ont affronté la police en mai dernier à Lima et Cuzco. Chez les paysans, la situation est aussi particulièrement tendue: 5000 agriculteurs de la vallée de Pisco se sont rassemblés pour protester contre la politique agraire du gouvernement: 16 paysans ont été torturés par la police, 6 blessés et un tué dans le rassemblement. Un médecin qui avait dénoncé ces tortures a disparu.

Avec une inflation annuelle de 72,7%, les pressions du Fond Monétaire International pour obtenir des «réajustements sévères», un déficit commercial de 200 millions de dollars, la bourgeoisie au Pérou sait que de nouveaux affrontements ne peuvent manquer de surgir, et elle se préoccupe de renforcer la police et l'armée «pour combattre la délinquance et le terrorisme» et pour «protéger la démocratie péruvienne»! (*La Prensa* du 7/3/82)

Aujourd'hui, le mouvement a devancé leurs préparatifs de répression, et il risque de s'amplifier, malgré les efforts de la centrale syndicale CGTT pour ramener les mécontents dans le sillon de la «défense de la démocratie».

Grandes manœuvres autour d'un gazoduc

(Suite de la page 2)

Grande-Bretagne, ils ont accepté réduction du salaire et arrêt des grèves pour sauver l'emploi: dix mois après, ils se trouvaient désarmés devant des centaines de licenciements de nouveau «nécessaires à la survie de l'entreprise»!

Même scénario en plus petit à Dufour dans la banlieue parisienne, à Manufrance, avec la variante de la grève et de l'occupation, mais orientées vers les mêmes buts: priorité à l'entreprise et aux «contraintes de la production».

En revanche, sans que le succès soit bien sûr garanti — c'est le cas dans toute lutte — les conditions les moins défavorables devant les

menaces de licenciements ont été obtenues là où les travailleurs ont tenu bon sur leurs intérêts à eux. Lip n'a pas survécu tel quel, mais la lutte des Lip a arraché pour un temps l'indemnité des 90% aux licenciés pour raisons économiques, cédés grâce à la grande frousse des patrons. Malgré leurs faiblesses et les mauvais tours des syndicats, les mouvements dans la sidérurgie ont arraché la convention sociale de 79 que le gouvernement essaie aujourd'hui de rogner, et qu'il faudra défendre et améliorer par de nouvelles luttes.

Mais se battre pour le compte des requins moyens contre les plus gros, c'est se faire manger pour leur profit à tous!

Emeutes en Inde

Alors que 250.000 travailleurs du textile étaient en grève depuis 6 mois, les policiers de Bombay (capitale industrielle et financière de l'Inde) avaient entamé un mouvement revendicatif visant à améliorer leurs salaires et conditions de travail.

Les autorités, incapables de répondre positivement aux revendications des policiers ont choisi l'épreuve de force: mercredi 18 août, 69 «meneurs» ont été arrêtés et 90 autres licenciés.

Aussitôt, alors que les 20.000 policiers de la ville se mettaient en grève, l'émeute commença: bus et trains incendiés, magasins pillés... en l'absence de toute force de l'ordre!

C'est l'armée indienne (près de 10.000 soldats) qui a dû rétablir l'ordre: les militaires pouvaient tirer à vue sur les émeutiers. Selon la presse, 5 personnes ont été tuées et une centaine arrêtées, dont 9 seulement appartenaient à la police (ce sont là les chiffres officiels, très en dessous de la réalité sans aucun doute).

Cet épisode montre bien la fragilité de l'ordre bourgeois dans cette région du monde et la force que représentent les masses énormes de prolétaires et de déshérités qui la peuplent, surtout quand elles essaient de s'organiser.

Si l'on ajoute à cela que l'Inde est depuis longtemps un enjeu stratégique entre les différents impérialismes, tant du point de vue économique que du point de vue militaire (*), on ne peut que se réjouir du rôle déstabilisateur joué par les masses en ébullition dans la région et sensibiliser le prolétariat d'ici aux luttes qui se déroulent là-bas.

(*) Les «socialistes» français avaient reproché au gouvernement précédent d'avoir «négligé» la région. Maintenant au pouvoir, ils multiplient les contacts avec les différents Etats de la zone (Pakistan, Inde, Corée du Sud, etc.) et la flotte française est toujours plus présente dans l'Océan Indien, tout comme celles des USA et de l'URSS.

PERMANENCES DU PARTI

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles:** Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers:** vente le samedi, tous les 15 jours, de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc, soit les 17 et 31 juillet (la permanence ne sera pas assurée en août). En septembre la permanence aura lieu le 17 et le 31.

● **A Caen:** vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **Grenoble:** vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 3, 17 et 31 juillet, etc.

● **Au Havre:** vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Laval:** vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille:** tous les mercredis de 18 à 19 h, 27, rue Adolphe.

● **A Lyon:** 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 10 et 24 juillet, 7 et 21 août, etc.

● **Au Mans:** vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Nantes:** vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30. (la permanence ne sera pas assurée en août).

● **A Paris:** 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon. Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.

● **A Rouen:** vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix:** vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg:** vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulouse:** vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 10 et 24 juillet, etc.

● **A Valence:** vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 4 et 18 juillet, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne:** tous les samedis de 10 h à 12h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

● **A Genève:** tous les samedis de 10h à 12h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1^{er} porte à gauche, puis 1^{er} porte à droite «atelier».

Abonnements:

1 an: 70 F, 6 mois: 35 F

Pli fermé: 105 F et 55 F

Abonnements de soutien:

à partir de 120 F

Correspondance et abonnements:

20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements:

Chèque bancaire à l'ordre de SARO ou chèque postal à l'ordre du «Prolétaire»

Directeur-gérant: SARO

imprimerie «Editions Polyglottes»

232, rue de Charenton - 75012 Paris

Distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926

Réunions publiques en Suisse:

Jeu 23/9 à 20h
Lausanne: buffet de la Gare. Salon 3.

Vend 24/9 à 20h
Genève: Centre de loisirs des Paqués, Arcade 50 rue de Berne

Vend 1/10 à 20h
Neuchâtel: café des Chavannes.

Sur les ruines de Beyrouth, Quelles perspectives?